

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------



**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P)**

MAPA 2026.1

**GESTION ET DEMATERIALISATION DES TICKETS LOISIRS
DE LA CAF DE LA HAUTE-VIENNE**

Date limite de remise des offres : 20/03/2026

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

Table des matières

ARTICLE 1 : DIPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme du marché	4
1.3 Allotissement.....	4
1.4 Variantes.....	4
1.5 Prestations supplémentaires éventuelles	4
1.6 Sous-traitance.....	4
1.7 Co-traitance	5
1.8 Parties contractantes.....	6
ARTICLE 2 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 : DATE D’EFFET ET DUREE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 5 : DEFINITION DES PRESTATIONS	7
5.1 Définition des prestations	7
5.2 Réunions.....	7
5.3 Modifications des prestations	7
ARTICLE 6 : OBLIGATION DU TITULAIRE ET DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	8
6.1 Obligation de résultat.....	8
6.2 Confidentialité	8
6.3 Clause de dénigrement.....	8
6.4 Obligations du Pouvoir Adjudicateur	8
ARTICLE 7 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE DU TITULAIRE	18
ARTICLE 8 : PRIX	9
8.1 Contenu des prix.....	9
8.2 Forme et variation des prix	9
8.3 Formule de révision des prix	9
ARTICLE 9 : FACTURATION - PAIEMENT	9
9.1 Acomptes.....	9
9.2 Facturation	10
9.3 Délai global de paiement.....	10
9.4 Conditions de paiement	10
ARTICLE 10 : INTERETS MORATOIRES	10

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

ARTICLE 11 : PENALITES	11
ARTICLE 12 : RESILIATION	11
12.1 Condition de résiliation ouvrant droit à indemnité.....	11
12.2 Cas de résiliation n’ouvrant pas droit à indemnité	11
12.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure.....	11
12.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure	11
12.5 Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES	13
ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUES.....	14
ARTICLE 15 : DEROGATION AU CCAG-FCS	14

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES :

1.1 Objet du marché :

Le présent marché a pour objet la gestion et la dématérialisation des Tickets Loisirs de la CAF de la Haute-Vienne.

Code CPV :

x 72600000-6 : Services de traitement de données, hébergement et services connexes.

1.2 Forme du marché

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique le présent marché est traité en marché à procédure adaptée.

1.3 Allotissement

Ce marché n'est pas alloti.

1.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Il n'y a de PSE prévue.

1.6 Sous-traitance

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En vertu de l'article 3.6.1 du CCAG-FCS le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du titulaire du marché et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 10.8 du CCAG-FCS, la demande de paiement adressée au pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

1.7 Co-traitance

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, les entreprises candidates peuvent se présenter sous la forme d'un groupement.

Pour sécuriser et assurer l'unité de la prestation le Pouvoir Adjudicateur impose un groupement conjoint où chacun est responsable de sa prestation sous la conduite d'un mandataire solidaire qui, en tant qu'intermédiaire direct, est responsable de l'ensemble des prestations des membres du groupement qu'il pilote.

Le groupement sera donc conjoint avec mandataire solidaire et en cas de défaillance du mandataire l'entreprise déclarée juste en second dans la constitution du groupement devient mandataire solidaire.

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

1.8 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Vienne, représentée par son Directeur agissant pour les organismes adhérents au groupement de commande cité l'article 1, d'une part,

Et

- Le signataire de l'Acte d'Engagement accepté par le Pouvoir Adjudicateur ci-après dénommé « le titulaire », d'autre part.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, le comptable assignataire et le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Vienne.

ARTICLE 2 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES :

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la Commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier aux titulaires du marché, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

Pièce n°1: l'Acte d'Engagement du candidat et ses annexes tarifaires acceptés par la Caisse

Pièce n°2: le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute Vienne fait seul foi

Pièce n°3: le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ,dont l'exemplaire conservé dans les archives de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute Vienne fait seul foi

Pièce n°4: le Cahier des Clauses Administratives Générales, applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021.

Pièces n° 5 : l'offre du candidat.

Autres pièces : L'ensemble des autres pièces générales applicables à la prestation attendue et en lien direct avec le présent contrat.

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

Elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre, et ce en cas de contradiction entre elles.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ :

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois ; la date prévisionnelle d'entrée en vigueur du marché est le 27/04/2026.

À l'issue de cette période initiale, ce dernier pourra être reconduit expressément 4 fois par le représentant du pouvoir adjudicateur par périodes de 12 mois.

À cet effet, le représentant du pouvoir adjudicateur se prononce dans les trois mois qui précèdent la fin de la période considérée, en notifiant par écrit au Titulaire sa décision de reconduire ou non le marché ; la non-reconduction du marché ne donnera pas lieu à un dédommagement.

Le marché prendra fin au plus tard le 26/04/2031

ARTICLE 5 : DEFINITION DES PRESTATIONS :

5.1 Définition des prestations

Les prestations, objet du marché, sont décrites dans le CCTP.

5.2 Réunions

Une réunion de démarrage sera fixée dans le mois suivant la notification du marché entre le prestataire et l'organisme.

Une réunion est organisée semestriellement pour discuter des prestations servies et des évolutions potentiellement souhaitées par l'organisme en rapport avec l'exécution du marché ; y est traité aussi le niveau de satisfaction client. La CAF se réserve le droit d'organiser toute réunion qu'elle juge utile à l'exécution des prestations. Le titulaire est tenu d'assister aux réunions demandées par la CAF. Ces réunions peuvent avoir lieu en visio par TEAMS.

5.3 Modifications des prestations

Conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, des prestations peuvent être rajoutées ou retirées par la CAF, en substitution ou en addition des prestations existantes. Dans ce cas, la CAF précisera au titulaire les détails des prestations à réaliser. Un avenant de régularisation sera signé par les deux parties.

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

ARTICLE 6 : OBLIGATION DU TITULAIRE ET DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

6.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme à ses frais et sans augmentation des montants.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

6.2 Confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a, ou aurait pu avoir, connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

6.3 Clause de dénigrement

Le Pouvoir Adjudicateur sera en droit d'exiger du titulaire le remplacement des agents ou techniciens qui auraient fait l'objet de remarques pour défaut de probité, mauvaise conduite ainsi que pour incompétence dans l'exercice de leurs fonctions.

6.4 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur désigne, lors de la notification, un interlocuteur privilégié. Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au titulaire.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE DU TITULAIRE :

Pendant la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens.

A ce titre le titulaire certifie avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue et habilitée à couvrir la réparation des dommages dont il est directement ou

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

indirectement responsable, du fait de son intervention, de celle de son personnel ou de celle de personnes mandatées agissant pour son compte.

ARTICLE 8 : PRIX :

8.1 Contenu des prix

Le prix des prestations est celui indiqué à l'Acte d'Engagement du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation.
Les prix sont indiqués dans le marché en montant Hors Taxes.

La TVA applicable aux prix du marché est de 20 %.

En cas de modification réglementaire d'un taux de TVA, le nouveau taux s'appliquera de fait sur l'ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

8.2 Forme et variation des prix

Le présent marché est passé à prix fermes et révisables une fois par an à la date anniversaire du début des prestations.

8.3 Formule de révision des prix

La formule de révision des prix est la suivante :

$$P_n = P_o [0,20 + 0,80 (I_{CHT-TS}/I_{CHT-TSo})]$$

Dans laquelle :

P_n : Prix de règlement

P_o : Prix d'origine

ICHTrev-TS : Dernier indice « Coût horaire du travail révisé – Tous salariés (ICHTrev-TS) – Indices mensuels – Activités de services administratifs et de soutien » (identifiant n°001565196) publié par l'INSEE au mois de révision des prix.

ICHTrev-TSo : Indice « Coût horaire du travail révisé – Tous salariés (ICHTrev-TS) – Indices mensuels – Activités de services administratifs et de soutien » (identifiant N°001565196) publié par l'INSEE du mois d'établissement du prix, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 Acomptes

Des acomptes pourront être accordés au titulaire dans les conditions fixées aux articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

9.2 Facturation

Les factures seront déposées sur le portail internet Chorus Pro du ministère des finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Le titulaire devra renseigner le numéro de SIRET de la CAF de la Haute-Vienne (77807318900020) ainsi que le numéro du marché (2026.1).

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom ou raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- l'IBAN
- la désignation de l'organisme débiteur
- la nature des prestations exécutées.

9.3 Délai global de paiement

Le règlement des factures sera effectué par virement dans un délai maximum de 30 jours, en application de l'article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, à compter de la date de réception de la facture.

En cas de rejet de la facture suite à une erreur du titulaire le délai de 30 jours partira à compter de la date de réception de la nouvelle facture.

9.4 Conditions de paiement

Le règlement des factures se fera par virement bancaire au crédit du compte courant bancaire dont le titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité bancaire.

L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

ARTICLE 10 : INTERETS MORATOIRES :

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
------	---	--------

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé. Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L 2192-13 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 11 : PENALITES :

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité lorsque les délais, quels qu'ils soient, fixés par les pièces constitutives du marché sont dépassés.

La date de livraison de la prestation pourra être fixée entre l'organisme et le titulaire et mise par écrit.

Pour ce marché les pénalités sont fixées de la manière suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

P= montant de la pénalité

V= valeur facturée TTC

R= nombre de jours de retard

ARTICLE 12 : RESILIATION :

12.1 Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité :

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

La personne signataire du marché se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

12.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

12.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ;
- b) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- c) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'ouvrage et des bureaux d'études. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- d) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

12.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

- la déclaration produite en application de l’article R. 2142 du Code de la Commande publique a été reconnue inexacte.

12.5 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES :

En cas de litige, le droit français est le seul applicable.

En cas de litiges nés du présent marché qui ne pourrait pas être réglés par voie d’arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l’organisme.

Juridiction compétente

Tribunal Judiciaire de Bordeaux (fusion des TGI et TI au 01 01 2020)

30 Rue des Frères Bonie

33000 Bordeaux

Tél : 05 47 33 90 00

2026	Gestion et dématérialisation des Tickets Loisirs pour la CAF de la Haute-Vienne	2026.1
-------------	---	---------------

ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE :

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toutes natures relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

ARTICLE 15 : DEROGATION AU CCAG-FCS :

Hormis les dérogations du présent C.C.A.P rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales :

ARTICLE DU CCAG	ARTICLE DEROGATOIRE
Article 3.6 - Sous-traitance	Article 1.6
Article 14 - Pénalités	Article 17
Article 46 – Règlement des litiges	Article 19